

Lutte des classes : le PS a choisi son camp !

Article paru dans l'Étincelle anticapitaliste de juin 2013
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/ea29.pdf>

Après 5 ans d'un président au service des riches, beaucoup ont voulu dégager Sarko. Une majorité de travailleurs-es s'est reportée sur Hollande, sans espérer grand-chose, mais en se disant que ça ne pourrait pas être pire.

Au début, le nouveau gouvernement a lâché quelques miettes, comme une augmentation du SMIC de 0,6 %... Il a accordé la retraite à 60 ans pour certains-es qui bossent depuis longtemps, donc... il a gardé l'essentiel de la réforme la plus détestée de Sarko. En fait, sous la peinture rose, le système capitaliste est intact, et comme il est en crise, il continue à broyer les vies des salarié-e-s. A commencer par la série noire des licenciements. On se souvient du sketch de la fermeture de PSA Aulnay : l'usine ne devait pas fermer – juré ! – mais dès que les élections sont passées, le PDG Varin avouait que la comédie était finie. Et puis il y a eu Petroplus, Sanofi, Goodyear... sans compter les anonymes dans les petites boîtes. Ce qui change, c'est qu'on a un pompeux « ministre du redressement productif », Montebourg, qui va partout prétendre trouver la solution... Mais cela sera ridicule tant que les capitalistes auront le pouvoir, comme le très cynique PDG de Titan qui crache sur les « soi-disant ouvriers » qui bossent « 3 heures par jour ».

Le gouvernement Hollande ne se contente pas de regarder les patrons exploiter et virer en s'excusant de son impuissance. Soumis au MEDEF, il continue la lutte des classes en imposant l'austérité et les contre-réformes à la majorité exploitée. Six mois à peine après son élection, Hollande donnait 20 milliards de « crédit d'impôts » aux entreprises. Surtout, il vient de dynamiter une bonne partie du code du travail avec son Accord National Interprofessionnel (ANI). L'ANI permet aux patrons de faire du chantage aux salarié-e-s dans chaque entreprise : soit vous acceptez de « travailler plus pour gagner moins », soit c'est la porte (et il y a du monde qui attend derrière)... L'ANI c'est aussi plus de précarité (CDI intermittents autorisés dans de nouveaux secteurs), moins de droits aux prud'hommes (tribunaux du monde du travail)... Parisot en a rêvé, le PS l'a fait ! Le lobbyiste du MEDEF s'est réjoui de l'accord qui va donner aux exploiters français « les meilleurs standards européens en termes de flexisécurité ». Ce parti, qui n'a plus rien de socialiste, n'est décidément pas le nôtre.

Pour sortir de l'exploitation et du chômage, la classe travailleuse ne peut compter que sur elle-même, en ne confiant plus le pouvoir, mais en le revendiquant pour elle-même ! Aujourd'hui, l'urgence c'est de rompre le « dialogue social » avec les capitalistes. La CGT et FO n'ont pas signé l'ANI (contrairement à la CFDT...) mais aucun syndicat n'a mené de campagne d'information et de mobilisation à la hauteur. Alors que notre camp social subit coup sur coup, les chefs des syndicats ne doivent pas manger des petits fours à l'Élysée pour négocier des reculs, mais organiser la contre-attaque.

Julien (comité Jeunes travailleurs région parisienne)